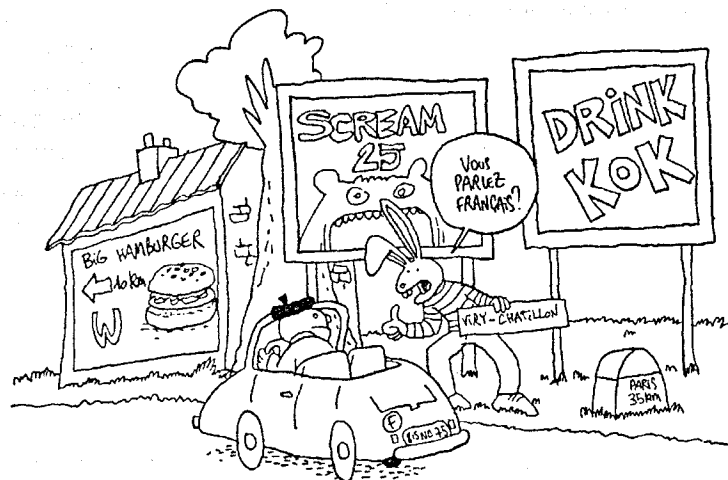


# C

comme  
une crise du français ?

par Dominique Noguez



Une crise ? Quelle crise ? La langue française n'est pas en crise. Elle se porte bien. Elle évolue. Elle s'enrichit. C'est bien pire qu'une crise : la langue française est victime d'une trahison. Et de cette trahison, nous sommes tous plus ou moins coupables.

Nous en sommes coupables individuellement et collectivement, depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois de jouer dans les cafés sur des billards électriques qui acceptaient nos pièces, bien sûr ! mais ne daignaient pas s'adresser à nous dans notre langue pour nous dire si nous avions gagné et comment nous devons nous y prendre pour le faire.

Depuis le jour aussi où nous avons accepté pour la première fois d'acheter des chemises, des polos ou des tee-shirts bardés de mots anglais vantant des universités généralement imaginaires ou même des marques commerciales.

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois de recevoir – d'abord, suprême astuce, en guise de cadeau accompagnant l'abonnement à tel ou tel magazine – une radio, un radio-réveil, une calculette, toutes sortes de gadgets, où ne se lisaient plus *marche, arrêt, bis* ou *en avant*, mais *on, off, replay* et *forward*.

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois que l'entrepreneur italien Benetton étale partout sa publicité en anglais, comme si ses clients français n'étaient pas dignes d'une traduction (contrairement à ceux du Québec, dont la législation linguistique plus stricte imposait ce geste élémentaire de politesse).

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois que des publicitaires recouvrent le Louvre sur des centaines de mètres carrés d'un panneau où l'on nous enjoignait de « *Think different* ».

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois d'acheter des machines à écrire ou à traduire dont le clavier n'était pas celui qui avait cours dans notre pays et selon lequel nous avons appris à taper depuis plus d'un siècle, A Z E R T Y, mais celui des Américains, Q W E R T Y.

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois que les grands magasins ou certaines entreprises couvrent l'été à Paris les murs d'affiches uniquement en anglais, comme si les touristes étrangers dont ils recherchent la clientèle étaient tous anglophones alors qu'ils parlent en majorité italien, arabe, allemand, espagnol ou japonais.

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois que dans les spectacles retransmis à la télévision il y ait systématiquement un quota de chansons en anglais (et aucune en d'autres langues), ce quota pouvant dépasser les 50 %. La même chose sur les ondes de presque toutes les radios, certaines frisant le 100 % de chansons en anglais. La même chose pour la musique d'ambiance des grands magasins, du RER, pour les publicités au cinéma ou pour la musique diffusée au téléphone dans le but de faire patienter. (La réciproque n'étant bien entendu jamais vraie : combien de chansons de Piaf, de Brel, de Ferré ou de Souchon, combien de raps du Parisien MC Solaar ou des Marseillais IAM sur les radios américaines ?)

Depuis le jour où nous avons accepté d'écouter les cris de goretts des agents français de compagnies de disques américaines dès qu'on faisait mine de remettre en cause ces monopoles quasi coloniaux.

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois de faire sur notre propre sol des colloques où, dès qu'il y avait un participant qui ne comprenait que l'anglais, fût-il le seul sur cent, les quatre-vingt-dix-neuf autres devaient s'exprimer dans sa langue.

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois que dans la plupart des établissements d'enseignement de notre pays, les élèves n'aient pratiquement plus le choix qu'entre l'anglais et... l'anglais. (En 1995, 86,86 % des collégiens et lycéens français apprenaient l'anglais ; il ne restait qu'un peu plus de 13 % d'insensés pour tenter d'apprendre l'une des autres grandes langues du monde. L'année suivante, un rapport révélait que depuis qu'on les a mis en demeure d'apprendre des langues étrangères à leurs bambins, 82,1 % des maîtres les ont initiés à l'anglais. Pas étonnant, puisque pour un poste d'agrégation mis au concours pour la langue allemande ou la langue espagnole, on en met *trois* au concours pour la langue anglaise. Et ne parlons pas des « petites » langues comme le chinois ou l'arabe, qui ne représentent après tout au total que les neuf dixièmes de l'humanité, et qui ont droit à cent ou deux cents fois moins de postes !)

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois de répondre dans la rue en France à des gens qui ne prenaient même pas la peine de nous dire deux mots de politesse pour nous demander si nous comprenions l'anglais et s'adressaient directement à nous dans cette langue comme si le monde entier dût la comprendre.

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois qu'une poignée de responsables télévisuels surpayés et vénaux achètent à bas prix des kilomètres de feuillets mal doublés, venant toujours du même pays, matériel de propagande plus ou moins habile, plus ou moins grossier,

pour un mode de vie et de consommation, pour une histoire, pour des héros, pour des valeurs, pour des rituels, pour des produits qui n'étaient pas les nôtres.

Depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois que des cinéastes tournent en anglais des films « français » financés en grande partie par l'argent public, sous prétexte que les ménagères du Texas (à qui on prétendait les vendre et à qui on ne les vendait jamais) ne supportaient pas le doublage – doublage assez bon, par contre, pour les ménagères de Provence ou du Poitou, instaurant du coup dans le monde un immense apartheid entre ceux qui ont le droit à des œuvres dans leur langue (pourvu que ce soit l'anglais) et tous les autres qui n'y ont plus droit, même si ce sont eux qui paient.

Bref, depuis le jour où nous avons accepté pour la première fois, titillés par d'habiles campagnes de rumeurs, de publicités, d'échos, de nous laisser fasciner par les gadgets culturels et la marchandise au point de devenir indifférents à notre propre culture et à notre dignité et de consommer des produits qui n'étaient pas prêts, pas adaptés, qui n'étaient pas faits pour nous. Depuis le jour où nous avons accepté d'être seulement des clients, et des clients qu'on ne respecte même pas, qui paient et en plus sont maltraités ; ou des hôtes qui invitent et en plus doivent accepter les diktats de l'invité. Depuis le jour où nous avons accepté des marchés de dupes, des gestes de bonne volonté à sens unique, des concessions sans réciprocité, des abaissements, toujours plus d'abaissements.

Et depuis le jour où pour la première fois nous avons feint de croire que cela était normal, que c'était fatal, que c'était même nécessaire, que c'était le sens de l'histoire, l'inarrêtable marche du monde, qu'il n'y avait rien à faire qu'à accepter cette dépossession et ce suicide.

Plus ou moins coupables, tous. Il faut avouer cependant que certains le sont plus que d'autres. Infiniment plus. Il n'y a pas de commune mesure. Non, rien de commun entre

la faiblesse individuelle, l'impuissance, la tétanisation auxquelles le progrès démocratique (dans le meilleur des cas) ou la grande débandade du chacun pour soi (dans le pire) nous condamnent presque tous, et la froide détermination, la ténacité perverse et gourmande, le cynisme noir qu'une poignée de décideurs ont mis depuis longtemps à déposer complètement de leur bien le plus cher, de leurs pensées et de leurs mots, de leur identité, et presque de leur souffle vital – bref, de ce qu'on appelle leur « langue » – plus de soixante millions de Français, plus de cent millions de francophones de naissance répartis dans le monde.

Ô nouveauté d'un siècle si peu glorieux, ô mystère des mystères ! On a tenté et presque réussi, et l'on tente encore, inlassablement, ce qu'on n'avait jamais tenté encore en aucun siècle et en aucun pays de cette Terre, l'éradication d'une langue, l'arrachement à un peuple entier de ses mots et de sa syntaxe avec son consentement ! Cette amputation monstrueuse, cette castration inimaginable – sous anesthésie ! Cette absurdité gribouillesque avec le sourire patelin des bons chirurgiens – ou plutôt de l'impayable Toinette du *Malade imaginaire*, déguisée en médecin et suggérant à Argan de se faire couper le bras et crever l'œil :

– « Ne voyez-vous pas qu'il incommodé l'autre et lui dérobe sa nourriture ? Croyez-moi, faites-vous-le crever au plus tôt, vous en verrez plus clair de l'œil gauche. »

Or cette monstruosité farcesque ne paraît même plus une farce ! Elle est professée par cent bons apôtres, petits barons universitaires ou mandarins de faculté, gros rats du fromage télévisuel et du show biz, publicitaires et vendeurs de gadgets, boursicotiers ou entrepreneurs, fonctionnaires européens ou chercheurs scientifiques, et au premier chef par le propre ministre dit « de l'Éducation nationale » de notre République qui, en déclarant en 1997 que les Français ne devaient désormais plus « considérer l'anglo-amé-

ricain comme une langue étrangère», a cru pouvoir balayer d'une phrase plus d'un millénaire d'histoire et supprimer d'un seul et même coup l'ordonnance de Villers-Cotterêts instituant en 1539 le « langage maternel françois » comme celui des actes officiels dans notre pays, le décret de la Convention du 27 Brumaire an III faisant du français la langue de l'enseignement et notre actuelle Constitution qui stipule en son article 2 que « le français [et lui seul] est la langue de la République ».

Ce ministre, tellement représentatif de sa caste de scientifiques – hommes eux-mêmes tellement épris de reconnaissance, de chaires et de bourses juteuses aux États-Unis qu'ils sont prêts à tout y sacrifier, y compris leur langue (qui est aussi, mais ils s'en tapent royalement, celle de millions de citoyens qui ne leur ont nullement donné mandat pour cet abandon) –, ne représente certes pas à lui seul la puissance publique.

Mais celle-ci, dans ses variétés, ne vaut guère mieux. Il y a sans doute sur la tourte une fine couche de crème : ces institutions censées promouvoir la francophonie, aussi innombrables qu'impuissantes, car sans personnel, sans moyens financiers, sans relais aucun dans la population des hauts fonctionnaires français ou « européens » qui constituent la réalité du pouvoir, perdues en plus dans de microcholines questions de préséance ou de rivalités (quelles que soient par ailleurs la conviction et les qualités humaines évidentes de bon nombre d'entre leurs responsables) ; et ces « sommets », aussi, d'autant plus fastueux qu'inutiles, équivalents à peu près parfaits de ce que seraient des banquets de croque-morts en l'honneur de la vie et qui sont à l'action nécessaire ce que le cautère est à la jambe de bois.

Quant au « sommet de l'État », c'est, depuis un demi-siècle, avec seulement des nuances, le sommet de l'incurie. De Gaulle lui-même, qui eut une grande politique étrangère, ne fit rien pour lui donner les prolongements linguistiques qu'elle requérait. De même qu'il avait laissé pros-

pérer autour de lui une faune ténébreuse de margoulines – promoteurs immobiliers qui, en nous faisant les banlieues que nous savons, ont mis en branle la plus formidable machine infernale à retardement de l'histoire de la République, députés godillots, policiers fascistes, barbouzes, journalistes aux ordres –, dans le temps même, donc, où il provoquait judicieusement le rapprochement spectaculaire de la France et de l'Allemagne et où il entendait aller « *la mano con la mano* » avec l'Amérique latine, il ne se préoccupa nullement de faire en sorte, par des accords réciproques sur les cursus, que les petits Français soient nombreux à apprendre l'allemand ou l'espagnol et les petits Allemands ou les petits Chiliens nombreux à apprendre le français.

Pompidou, sensible pourtant, par formation et par goût, aux questions de langue, et qui sut s'entourer d'hommes comme Michel Jobert et Philippe Rossillon, fut aussi celui qui eut la riche idée de faire entrer l'Angleterre dans le Marché commun et qui fit ainsi de l'Europe la tombe du français (qui, seule langue de travail des députés et fonctionnaires européens en 1972, est en passe, trente ans après, avec l'aide vigilante de quelques francophobes efficaces comme nos amis flamands et néerlandais, de l'être à zéro pour cent).

Giscard, n'en parlons pas. Il s'adressa en anglais à la presse internationale dès le soir de son élection, il se flattait de parler anglais avec le chancelier Schmidt, il est l'emblème même de tous les illustres Gaudissart et nouveaux bourgeois gentilhommes dont l'ardent souci fut depuis trente ans de rendre les petits Français anglophones dès l'école maternelle et d'en envoyer ensuite le plus grand nombre dans les *Business Schools* américaines.

Mitterrand eut beau, lui aussi, bien choisir (Philippe de Saint-Robert, Stélio Farandjis), il n'en confessa pas moins au soir de sa vie que la très insuffisante action en faveur de notre langue était l'un des deux échecs qu'il reprochait à ses septennats.

Et Chirac ? Et Jospin ? « Parlons d'autre chose, on se fâcherait », comme fait dire Audiard à Gabin dans *Le cave se rebiffe*.

Deux choses pour finir. Il ne s'agit pas de refuser l'apprentissage des langues étrangères. Au contraire, il faut en apprendre, des langues, de plus en plus. Les Français, du reste, le savent. On a essayé, on essaie encore, au mépris des réalités, au mépris des chiffres les plus avérés, de leur donner un complexe, de les faire passer à leurs propres yeux pour allergiques aux langues des autres, pour les derniers de la classe en matière d'apprentissage linguistique. Bien entendu, c'est faux. C'est royalement, c'est impérialement faux : par exemple, selon les statistiques du ministère de l'Éducation nationale (Eurostat), si, en 1995, 55 % des Français « ne parl [ai] ent pas suffisamment une langue étrangère pour leur permettre de participer à une conversation », on pouvait dire la même chose de 62 % des Anglais ; par ailleurs, si 51 % des Anglais avaient appris à l'école le français, 59 % des Français ont appris l'anglais. Et puis, faites une expérience : mettez en présence un anglophone et un francophone, surtout jeune, et vous verrez qui fait l'effort de parler la langue de l'autre et qui ne le fait pas.

Deuxièmement : résister, dira-t-on, c'est se mettre en situation de guerre culturelle. Oui, et alors ? Que nous le voulions ou non, elle fait rage. Elle est commencée depuis longtemps. Par exemple depuis 1800, quand lord Grenville, ministre britannique des Affaires étrangères, enjoignit à ses collaborateurs du Foreign Office de ne plus s'exprimer en français dans leurs entretiens avec les diplomates accrédités à Londres. C'était, dira-t-on, l'époque de Napoléon et nous étions ennemis. Mais en 1918, au moment du traité de Versailles, alors même que nous étions alliés, que c'est un général français qui commandait les troupes victorieuses et que les négociations avaient lieu en France, les chefs des délégations britannique et américaine

déclarèrent, comme par hasard, « ne pas savoir le français » et imposèrent l'anglais pour presque toutes les discussions préliminaires. Comme l'a observé le linguiste Antoine Meillet, « la fin d'une guerre où la France a joué le premier rôle militaire a donc consacré la ruine du privilège qui faisait du français l'unique langue diplomatique ».

Plus près de nous, en juin 1943, les ministres de l'Instruction des gouvernements alliés établis à Londres n'eurent rien de plus pressé que d'examiner (selon l'agence Reuters elle-même) un plan destiné à faire de l'anglais la « langue universelle comme médium dans les contacts internationaux et comme un moyen d'assurer une meilleure entente entre les peuples ». Mettre sur pied en pleine guerre un tel plan, c'est ce qui s'appelle avoir de la suite dans les idées ! Après la Seconde Guerre mondiale, les choses sont encore plus nettes : alors même que le français est théoriquement, à égalité avec l'anglais, langue de travail de l'ONU, le délégué de la République d'Haïti peut remarquer, le 31 janvier 1952, devant l'Assemblée générale de cette organisation (qui siège alors à Paris) : « Des ouvrages très importants de notre Organisation sont édités en langue anglaise à l'exclusion de la langue française [...]. En pleine capitale de la France, les programmes de nos séances sont affichés uniquement en anglais [...]. On pourrait se demander s'il ne s'agit pas d'un plan systématique pour saboter une langue qui, pendant des siècles, a été celle de la diplomatie. »

Guerre culturelle, donc, et que nous n'avons pas voulue. Mais, après tout, c'est une forme de guerre sans morts ni blessés, par là tolérable. Et en acceptant de la mener – c'est-à-dire en acceptant de relever le défi –, nous faisons progresser tout le monde : les Anglais et les Américains parce que nous leur rappelons qu'ils ne sont pas seuls au monde et que tout Goliath trouve un jour son David ; tous les autres pays parce qu'en célébrant la diversité nous défendons également leur propre langue et leur propre culture. Les avatars récents de la lutte internationale contre

la pseudo-« mondialisation » (nom pudique pour désigner l'uniformisation capitaliste anglophone voulue par les plus puissantes multinationales) devraient donner sur ce point quelques espoirs.

#### BIBLIOGRAPHIE

- MEILLET, A., 1928 (2<sup>e</sup> édition augmentée), *Les Langues dans l'Europe nouvelle*, Paris, Payot, voir particulièrement p. 254.
- ÉTIEMBLE, R., 1973 (édition revue et augmentée), *Parlez-vous franglais ?*, Paris, Gallimard, « Folio », voir particulièrement p. 236.